

Par e-mail : <https://aoc.media/analyse/2024/07/04/finance-energies-fossiles-tech-ce-patronat-qui-soutient-lextreme-droite-par-interet/>

Politique

## **Finance, énergies fossiles, tech : ce patronat qui soutient l'extrême droite par intérêt**

Par [Théo Bourgeron](#)

Sociologue – 5 juillet 2024

L'extrême droite s'appuie sur des lignes de fracture au sein du capitalisme français. Elle s'assure le soutien de secteurs délaissés par le régime actuel, mais à l'influence croissante. C'est dans cette dynamique de compétition entre bourgeoisies que la montée de l'extrême droite s'inscrit.

La montée du Rassemblement national, l'émergence du mouvement d'Éric Zemmour, les grandes manœuvres dans la presse et les médias ont été l'occasion de constater la mobilisation croissante de certaines fractions du patronat au service de l'extrême droite. L'assise historique de l'extrême droite dans le petit patronat et le BTP est bien documentée : on pense aux liens de Jean-Marie Le Pen avec le cimentier Lambert ou encore à la force du parti chez les indépendants.

Pourtant, des enquêtes journalistiques récentes laissent apparaître des secteurs que l'on n'associe pas intuitivement avec l'extrême droite. On a ainsi appris que Pierre-Edouard Stérin, fondateur du fonds d'investissement Otium Capital, avait pris sous son aile la famille Le Pen. Ou encore que Charles Beigbeder, ancien dirigeant du lobby des start-ups CroissancePlus, aujourd'hui reconverti dans les fonds de capital-risque, avait soutenu Marion Maréchal et la campagne de 2022 d'Éric Zemmour.

Les analyses journalistiques ont pour l'instant veillé à ne pas généraliser ces choix politiques – liant le soutien de ces patrons à leurs opinions individuelles. Pourtant, à mesure que la presse égrène ces faits, il est frappant de constater que ces soutiens patronaux viennent de manière écrasante d'un petit nombre de secteurs et qu'elles ne sont pas motivées seulement par des lubies personnelles, mais par un intérêt économique bien compris.

L'extrême droite est soutenue par des fractions du secteur financier, de l'énergie et de la tech

Parmi les soutiens patronaux de l'extrême droite, le secteur financier figure assurément en première position. Et pas n'importe quel secteur financier : celui de la finance dite « alternative », autrement dit des fonds d'investissement, par opposition à la finance traditionnelle des grandes banques et des marchés boursiers.

Il s'agit par exemple du fonds de capital-investissement de Pierre-Edouard Sterin et François Durvye, Otium Capital. Si le fonds était à l'origine chargé

d'investir les bénéfices d'un premier investissement de Pierre-Edouard Sterin dans l'entreprise Smartbox, il s'ouvre désormais aux capitaux extérieurs et se constitue comme un fonds d'investissement pour compte de tiers classique. Pierre-Edouard Sterin est l'un des soutiens affichés du Rassemblement national et son associé François Durvye s'est d'ailleurs impliqué dans la revente (avec une plus-value significative) de la maison familiale des Le Pen pour plusieurs millions d'euros.

Il s'agit également du fonds de capital-risque de Charles Beigbeder Quantonation, un fonds qui investit dans les entreprises de la tech. Charles Beigbeder a soutenu l'école de Marion Maréchal, l'émergence du parti d'Éric Zemmour et le magazine L'Incorrect. On pourrait enfin citer les hedge fund Gavekal de Charles Gave et ses enfants, basé à Hong Kong (la famille Gave a soutenu l'émergence du parti d'Éric Zemmour, Reconquête, ainsi que la revue d'extrême-droite Conflits) ou encore la société de gestion d'actifs Meeschaert de Laurent Meeschaert (qui a soutenu Reconquête et des médias d'extrême droite comme L'Incorrect et Livre Noir).

Le secteur de la tech est également bien représenté dans les soutiens à l'extrême droite française. La presse a récemment évoqué les liens qu'entretiennent des fondateurs de start-ups comme Thomas Fauré (fondateur du réseau social d'entreprise Whaller) et Laurent Alexandre (essayiste libertarien, ancien fondateur de Doctissimo) avec le Rassemblement national. Ces révélations s'ajoutent à d'autres faits moins récents.

On pense par exemple à Julien Madar, ancien banquier d'affaires de Rothschild et directeur général de la start-up de conciergerie Checkymguest, qui s'occupait du financement du parti d'Éric Zemmour pour sa campagne de 2022. On pense aussi, là encore, à Charles Beigbeder : avant de diriger son fonds de capital-risque, il avait fondé la start-up Poweo et présidé le lobby des start-ups CroissancePlus dans les années 2000. Il reste aujourd'hui proche d'autres figures de la tech française, dans la mesure où il co-investit avec elles dans certaines entreprises, comme Bruno Bonnell (fondateur d'Infogrames) dans l'entreprise Navya ou Marc Simoncini (fondateur de Meetic) dans le journal de la droite libérale Atlantico. Le dernier secteur qui revient avec régularité dans les enquêtes journalistiques est celui de l'énergie, en particulier des énergies fossiles. La presse fait état de rencontres entre l'état-major du Rassemblement national et des personnalités de l'énergie comme Henri Proglia, ex-PDG d'EDF et de Veolia mécontent d'avoir été écarté par le pouvoir macroniste, Loïk Le Floch-Prigent, ancien dirigeant d'Elf, l'un des ancêtres de TotalEnergies, ou encore des membres de la direction de TotalEnergies.

D'autres enquêtes montrent les liens qu'entretiennent des personnalités de l'énergie avec le parti d'Éric Zemmour, Reconquête. Il s'agit de Xavier Caïtucoli, fondateur du fournisseur d'électricité Direct Energies et ancien vice-président des activités de gaz et d'électricité de TotalEnergies pour l'Europe, ou encore de Martin Jahan de Lestang, un cadre supérieur et membre du comité exécutif d'Engie. On oublie enfin souvent que l'une des activités principales de

Bolloré Group, la holding de Vincent Bolloré, dont l'activisme d'extrême-droite n'est plus à démontrer, se situe dans le secteur des énergies fossiles : sa branche Bolloré Energy gère des dépôts de carburant en France et en Europe. Cette situation – des franges du patronat de la finance, de la tech et des énergies fossiles soutiennent l'extrême droite – n'est pas inédite. Elle présente un air de famille avec les cas britannique et américain. Surtout, elle doit nous pousser à réévaluer l'analyse des causes de la montée de la droite nationaliste associée au concept de populisme. Au cours des années 2010, autour notamment des travaux de Chantal Mouffe, des sociologues, des politistes et des journalistes ont interprété la force montante des partis d'extrême droite à l'aune de ses résultats électoraux dans les classes populaires.

Cette analyse s'est principalement concentrée sur le mystère du vote RN chez les ouvriers et les employés. Contraire aux intérêts de classe de ces groupes, ce vote était décrit comme le produit de décennies de désindustrialisation sous l'effet de politiques néolibérales. Ces approches reconduisent l'analyse de l'émergence du fascisme au XXe siècle développée par Karl Polanyi.

Mais elles en ignorent d'autres, plus subtiles, qui montrent comment les partis fascistes du début du XXe siècle ont certes trouvé un terreau favorable dans les classes populaires et la petite bourgeoisie, mais qu'ils n'ont connu d'essor que lorsqu'ils ont rencontré les intérêts de groupes dominants – on pense par exemple aux travaux de Nicos Poulantzas. Motivées par une croyance excessive en la valeur du vote dans les régimes démocratiques, les approches par le concept de « populisme » ont détourné notre regard des mécanismes réels de conquête du pouvoir, à savoir la création de coalition avec les groupes qui l'exercent dans les grandes entreprises et les administrations. Les mouvements d'extrême droite n'ont pas

fait cette erreur : ils se sont activement engagés dans la construction de telles coalitions à travers des mesures programmatiques ciblées à destination de ces secteurs.

Ces groupes de patrons ont intérêt à la victoire de l'extrême droite

La presse a souvent insisté sur les opinions personnelles de ces soutiens : Pierre-Edouard Sterin serait catholique, tandis que Charles Beigbeder aurait eu sa carte dans des partis de droite. Pourtant, ces soutiens sectoriels vont bien au-delà des caractéristiques personnelles des grandes fortunes en question. En ce qui concerne la finance alternative, par exemple, le programme du Rassemblement national (comme en son temps celui de Reconquête) est extrêmement favorable aux intérêts du secteur.

Parmi les mesures que le parti d'extrême-droite souhaite adopter, on trouve notamment la proposition de créer un fonds souverain de 500 milliards d'euros, en charge de « flécher l'épargne des Français vers les PME/ETI ». Le parti reprend ici (en l'étendant) un serpent de mer du lobbying de la finance alternative qui pousse depuis des décennies pour le fléchage de l'épargne française vers leurs fonds. Lorsque de tels organismes parapublics sont créés, qu'il s'agisse de la Banque publique d'investissement ou de la Banque

européenne d'investissement, les capitaux ne sont pas investis par des fonctionnaires de l'État dans les entreprises : ils sont d'abord investis par l'État dans des fonds d'investissement privés, qui ensuite les investissent dans des entreprises.

La taille du fonds souverain proposée par le Rassemblement national est gigantesque à l'échelle du secteur : elle ferait plus que décupler les capitaux de la banque publique d'investissement (44 milliards d'actifs sous gestion) et représenterait le double de ceux de la Banque européenne d'investissement (243 milliards). Elle impliquerait de flécher chaque année 100 milliards d'euros de l'épargne des Français vers ce fonds souverain, soit plus du double de la collecte annuelle du livret A et du Livret de développement durable et solidaire. En d'autres termes, l'action de l'État assécherait le flux de capitaux confiés aux secteurs financiers classiques par les comptes d'épargne et d'assurance-vie, au bénéfice de la finance alternative. Celle-ci connaîtrait une croissance sans précédent : la finance alternative (capital-risque, capital-investissement, fonds d'infrastructure) investit actuellement entre 30 et 40 milliards d'euros par an. Avec ce fonds, elle ferait plus que doubler les capitaux qu'elle est capable d'investir, générant de manière prévisible des milliards d'euros de profits pour les dirigeants des sociétés du secteur - une manne considérable, supérieure aux dispositifs de soutien (pourtant déjà généreux) dont le secteur a bénéficié par le passé.

Est-il besoin de détailler l'intérêt que le patronat des énergies fossiles trouve à la montée de l'extrême droite ? La droite nationaliste semble avoir partie liée avec le climato-négationnisme et la valorisation des énergies fossiles. La baisse de la TVA sur les carburants fossiles promise par le Rassemblement national permettrait aux grands groupes du secteur d'augmenter leurs marges et leurs volumes.

L'opposition affichée de ce parti à la réglementation européenne sur la fin des moteurs thermiques d'ici à 2035 leur assurerait des débouchés à long terme, tout comme le moratoire sur les éoliennes ou la fin du diagnostic de performance énergétique pour la location des passoires thermiques. Le secteur des énergies fossiles bénéficierait donc à de nombreux égards de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Il en va de même pour le secteur de la tech. Comme le soulignait récemment Libération, une partie des acteurs de la tech française voient dans le thème de la « tech souveraine » une manière de reprendre des parts du marché français et européens aux géants américains des GAFAM dans des sous-secteurs lucratifs, comme le cloud ou les réseaux sociaux. Le programme du Rassemblement national répond largement à ces préoccupations.

Celui-ci mentionne par exemple des mécanismes de rachat obligatoire pour les entreprises du numérique étrangères opérant en France dans certains secteurs stratégiques ou encore pour les entreprises de réseaux sociaux adoptant une politique de modération autre que celle imposée par le cadre législatif. Celui-ci mentionne également le recentrage de la commande publique militaire et de

sécurité sur des entreprises exclusivement françaises et celui de la commande publique plus large sur des acteurs européens.

Il exclut de fait les GAFAM de grands contrats de gestion des données, tels celui que Microsoft Cloud a conclu avec l'Assurance maladie au cours des dernières années - déclenchant l'ire des acteurs français du secteur. Le programme de l'extrême droite va donc dans le sens des intérêts d'une partie du secteur de la tech, en l'occurrence les entreprises françaises et européennes qui subissent la concurrence des GAFAM et souhaitent la remplacer dans certains domaines lucratifs.

Au-delà de ces mesures profitables pour les trois secteurs cités, le programme du Rassemblement national prend parti dans un conflit plus large au sein du capitalisme français. Le parti permet à certains secteurs d'accumuler, non seulement en déversant sur eux des capitaux et en les encadrant favorablement, mais aussi en frappant leurs concurrents. Il convient ici de noter les absents de ces soutiens à l'extrême droite : les grandes fortunes issues de l'assurance (Henri de Castries et Claude Bébéar pour Axa), les télécommunications privatisées (Xavier Niel pour Free, Patrick Drahi pour SFR), les grandes entreprises exportatrices (Rodolphe Saadé pour CMA CGM, Bernard Arnault pour LVMH), qui avaient soutenu le pouvoir d'Emmanuel Macron, sont absents des révélations journalistiques sur les liens entre extrême droite et patronat.

Certains d'entre eux s'inquiètent même de la montée du Rassemblement national, dans la mesure où son programme menace directement leurs activités - on pense à la taxe sur les armateurs proposée par le Rassemblement national, qui frappera directement les activités de l'armateur CMA CGM et de son propriétaire Rodolphe Saadé. Dans d'autres cas, ces menaces sont indirectes. Le fonds souverain de 500 milliards d'euros assécherait l'épargne disponible pour les entreprises en charge de les investir d'ordinaire, frappant ainsi les secteurs de la banque et de l'assurance.

C'est ici qu'il faut nuancer une analyse fréquente, qui associe mécaniquement le développement de l'extrême droite au soutien d'une élite économique perçue comme monolithique. C'est l'analyse développée à partir des années 1930 par les intellectuels stalinien lorsqu'ils soulignent le rôle de « la bourgeoisie » dans la montée du fascisme voire établissent une équivalence mécanique entre capitalisme et fascisme.

En faisant de l'État fasciste l'instrument de la bourgeoisie dans son ensemble, cette approche simplifie excessivement les choses. Si les mouvements d'extrême droite ne sont rien sans le soutien de certaines fractions de la bourgeoisie d'affaires, ils ne représentent pas non plus la bourgeoisie en totalité. L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite est un instrument que ces fractions utilisent pour reconfigurer à leur profit les équilibres entre secteurs économiques.

Dans le cas du Rassemblement national aujourd'hui, il est clair que le parti cherche (et obtient) le soutien de certaines franges du patronat - mais celles-ci

sont engagées dans une compétition avec d'autres franges du patronat, qu'il soit français ou international. En d'autres termes, l'extrême droite s'appuie sur des lignes de fracture au sein du capitalisme français. Elle s'assure le soutien de secteurs délaissés par le régime actuel, mais à l'influence croissante. C'est dans cette dynamique de compétition entre bourgeoisies que la montée de l'extrême droite s'inscrit.

L'extrême droite traduit les intérêts économiques de certains pans du patronat et organise autour d'eux un bloc social

Le récent ralliement de ces fractions du patronat révèle le double rôle que les partis d'extrême droite jouent désormais dans le capitalisme français.

D'abord, un rôle de traduction des intérêts économiques de ces secteurs montants. La traduction d'intérêts économiques en programmes politiques ne va pas de soi : elle suppose une infrastructure coûteuse et longue à mettre en place. Elle s'opère à travers le recrutement d'anciennes lobbyistes comme Sophie Dumont, une ancienne cadre de la Fédération française des industries de santé, la fédération des industries de santé privées (dont le secteur pharmaceutique), passée depuis conseillère législative auprès du groupe parlementaire du Rassemblement national.

Elle implique la construction de crédibilités individuelles auprès de ces mêmes secteurs économiques, comme celle du député RN Aurélien Lopez-Liguori, spécialiste des questions numériques, en lien avec les entreprises du secteur favorables à la droite nationaliste. Elle passe aussi par la capacité à comprendre les intérêts des différents secteurs et à les articuler entre eux dans un programme.

Dans son travail sur le lobbying, le sociologue du politique Sylvain Laurens montre comment l'État construit son pouvoir par la monopolisation des relations avec les différents secteurs économiques. Ici, l'entreprise de conquête de l'État par le Rassemblement national se manifeste par la construction des passerelles qui mettent le mouvement d'extrême droite en mesure d'exercer lui aussi ce monopole.

Les partis d'extrême droite jouent également un rôle de construction de bloc pour ces fractions du patronat. Il ne faut pas écarter d'un revers de main l'assise sociale grandissante de l'extrême droite en France. Les dimensions racistes, sexistes, validistes des mouvements d'extrême droite et de leurs programmes répondent certes à des demandes patronales. La préservation d'une fortune comme celle des Bolloré, transmise de père en fils, composée entre autres d'infrastructures dans d'anciennes colonies françaises (on pense aux ports africains de Bolloré Logistics détenus jusqu'il y a peu par Vincent Bolloré), requiert le maintien de structures sociales patriarcales et racistes.

Mais ces dimensions s'expliquent aussi par la construction d'un bloc plus large au-delà de certaines franges du grand patronat. Pour Félicien Faury, par exemple, les électeurs de l'extrême droite dans la région sud sont constitués de petits propriétaires blancs qui souhaitent conserver, par ce vote,

les privilèges économiques, sociaux et politiques dont ils jouissent. Les partis d'extrême droite coalisent autour des intérêts patronaux qu'ils défendent des groupes sociaux plus larges – leurs politiques racistes, consensuelles parmi les patrons et les autres groupes sociaux qui forment leur base, sont des fondements de cette coalition. La construction d'un bloc social autour des franges du patronat d'extrême-droite est cruciale, à la fois pour conquérir une majorité électorale et pour défendre les intérêts de ce patronat dans la durée. La bonne nouvelle, c'est que s'il parvient à conquérir le pouvoir, rien ne dit que le Rassemblement national réussira à tenir ces deux rôles sur le long terme. Les intérêts patronaux que l'extrême droite représente sont appelés à diverger et entrer en conflit. Tout comme sont appelés à entrer en conflit les intérêts patronaux et ceux des autres groupes sociaux sur lequel le parti s'appuie. La résistance aux politiques de l'extrême droite renforce ces divergences. Par exemple, l'engagement militant dans les luttes écologistes rend plus coûteuse la mise en application du programme de soutien aux énergies fossiles, tandis que l'engagement militant dans les luttes antiracistes rend plus difficile la mise en application des politiques racistes du parti – et ces différentes luttes compliquent l'équation du parti d'extrême droite dans sa tâche d'articulation des intérêts des entreprises fossiles, de la petite propriété blanche du Sud-Est et des autres groupes qui fondent son pouvoir.

Le ralliement de ces franges du patronat au Rassemblement national est donc certes un motif d'inquiétude (le vote de dimanche dernier reflète plus qu'un mouvement d'opinion).

Mais, même dans le cas où la mobilisation de la gauche n'empêcherait pas le Rassemblement national de l'emporter dimanche prochain, il serait aussi une indication de ce qui peut faire échec à un pouvoir d'extrême-droite par la suite : les intérêts qu'il représente demeurent hétérogènes et les résistances des mouvements sociaux peuvent le disloquer.

Théo Bourgeron

Sociologue, Chercheur postdoctoral à University College Dublin, chercheur associé au laboratoire sauvage Désorceler la finance